

CROISSANCE INDUITE OU DÉVELOPPEMENT
AUTOCENTRE : UNE ALTERNATIVE AMBIGUE
POUR LE TIERS MONDE

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ET TECHNIQUE OUTRE-MER



Centre ORSTOM de TAHITI

Archives de Sciences Humaines

P O L Y N E S I E F R A N C A I S E

Centre O.R.S.T.O.M. de TAHITI
Archives des Sciences Humaines
N° 84-05

CROISSANCE INDUITE OU DÉVELOPPEMENT
AUTOCENTRE : UNE ALTERNATIVE AMBIGUE
POUR LE TIERS MONDE

Par

G. BLANCHET

CROISSANCE INDUITE OU DEVELOPPEMENT AUTOCENTRE :
UNE ALTERNATIVE AMBIGUE POUR LE TIERS MONDE

Dans le contexte aujourd'hui prévalant, il est devenu habituel, lorsqu'on aborde les problèmes de croissance et de développement, spécialement dans les pays où ils se posent avec acuité, de mettre l'accent sur les possibilités offertes par les activités de petites dimensions impulsées de la base dont la mise en oeuvre ne demande que des moyens limités.

Les activités de plus grande envergure qui nécessitent, au moins dans un premier temps, d'importants capitaux et une main-d'oeuvre réduite et qui impliquent en raison même de leur importance une collaboration ou un appui extérieur souffrent d'un discrédit qu'expliquent le contexte actuel et les échecs du passé.

Le renversement de tendance que manifeste la nouvelle approche de ces problèmes ne suffit pas à en faire une panacée. Les incertitudes qui pèsent sur ses tenants et aboutissants conduisent à s'interroger sur le sens et les connotations qui accompagnent l'utilisation des notions de croissance et de développement et celles plus spécifiques de secteur informel ou non structuré et de petite production marchande dans la recherche de remèdes à la crise et au mal développement des pays du Tiers Monde.

1) Servant à qualifier les pays les plus démunis, le sous développement est un concept familier, difficile à cerner. Sur le plan historique, il semble qu'il faille en faire remonter l'origine à la révolution industrielle qui a créé un écart croissant entre les pays chez qui elle s'est produite et les autres. Il n'est envisagé en tant que tel, comme un véritable problème, qu'à la fin du second conflit mondial lorsque les puissances coloniales ébranlées par la guerre veulent consolider un empire menacé par leurs propres difficultés et un mouvement d'émancipation naissant. Elle l'abordent en termes de reconstruction et de modernisation et mettent en place une politique d'aide en même temps que commencent à fleurir les études sur le sujet.

a) Dans un premier stade, en sont identifiées les incidences, recherchées les causes et proposés les remèdes à travers un raisonnement qui se situe dans le droit fil de la pensée classique.

Le développement apparaît comme un phénomène économique naturel et spontané qui ne peut être entravé que par des déséquilibres temporaires, l'absence ou le jeu défectueux des facteurs explicatifs de la croissance, à savoir un manque de capitaux et d'esprit d'entreprise, un sous emploi chronique et une insuffisance d'investissements.

Les solutions préconisées sont conformes à l'orientation keynésienne alors dominante et vont d'une politique d'argent à bon marché au lancement par les pouvoirs publics de grands travaux d'infrastructure, créateurs d'emplois et susceptibles d'amorcer le décollage économique.

La croissance, identifiée au processus de modernisation et de développement, paraît synonyme de progrès. En préambule à sa théorie de la croissance économique, l'un des premiers efforts de synthèse consacré aux problèmes de la croissance et du développement, William Arthur Lewis déclare en 1955 que "l'expression croissance du produit par tête d'habitant est bien longue, lorsqu'il faut la répéter sans cesse. Aussi, le plus souvent, parlerons-nous seulement de croissance ou de produit ou même, à l'occasion, par souci de diversité, de progrès ou de développement" (*).

b) Dans une seconde phase qui se développe au cours des années cinquante, commencent à être mises en évidence le peu d'efficacité des mesures adoptées et l'insuffisance des explications proposées.

Le sous développement tend à être considéré comme un retard autant que comme un blocage et la liste des raisons qui en sont données s'allonge avec le recours aux sciences sociales et à des facteurs d'explication de caractère géographique, psychologique ou sociologique. L'analyse devient politique avec la mise au premier plan des notions de dépendance (Paul Baran), de domination et de désarticulation (François Perroux). S'y ajoute la prise

(*) - Lewis (W.A.), 1967 : la théorie de la croissance économique.
Paris, Payot, introduction p. 14.

de conscience collective de leur situation par les pays du Tiers Monde qu'illustre en 1955 la Conférence de Bandoeng.

Le développement déborde la sphère de l'économique pour être envisagé, selon la formule de Gilles Granger, comme "un projet global de transformation de la société" et beaucoup d'experts parlent désormais de développement économique et social.

Cessant d'être abordé sous un éclairage purement négatif, le sous-développement est lui-même considéré dans sa spécificité, comme un phénomène historiquement situé par rapport au processus d'industrialisation. Un courant d'interprétation dualiste propose comme modèles les pays industrialisés et le fait en termes volontaristes et non plus moraux ou idéalistes, comme ce fût le cas après la guerre dont on recherchait l'antidote. Cette perspective est commune aux approches d'inspiration anglo-saxonne dites évolutionniste, diffusionniste ou psychologique qui s'attachent à résorber les écarts ou les facteurs qui freinent la propagation des traits qui leur paraissent constitutifs du développement (*).

Elle débouche sur plusieurs lignes d'action et la mise en oeuvre d'une planification cohérente à partir d'indicateurs sophistiqués et abstraits (**). L'industrialisation est poursuivie à travers la création d'unités légères de substitution des importations comme à travers la mise en place d'unités exerçant un effet d'entraînement à partir de pôles (F. Perroux) ou "d'industries industrialisantes" (Gérard de Bernis). La planification des "ressources humaines" et la mise en valeur du "capital humain" sont elles-mêmes encouragées par un effort de scolarisation et une action de formation et d'animation.

Sur le plan international, s'ouvre en 1961 la "décennie du développement" des Nations Unies centrée sur la croissance économique et les facteurs qui la favorisent (formation de personnel qualifié, accroissement de la productivité, amélioration des infrastructures dans le domaine de l'énergie et des transports, aide à l'industrie légère...), l'accroissement du produit

(*) Un bon aperçu en est donné par Manning Nash : Introduction, Approaches to the Study of Economic Growth in Journal of Social Issues, 1963, Vol. XXIX, n° 1.

(**) Cette planification conçue par des experts et technocrates a généralement un caractère autoritaire.

national brut paraissant un bon indicateur d'un enrichissement général supposé se diffuser progressivement vers les couches les plus pauvres (Trickle down Theory).

A la même époque prend naissance une querelle sémantique sur la signification des termes de croissance et de développement qui, aux yeux de beaucoup, n'apparaissent plus homothétiques. Pour Claude Zarka ou Maurice Byé (*), le développement est lié à une transformation des structures alors que la croissance correspondrait à un processus se déroulant au sein d'une structure donnée. Pour Raymond Barre ou François Perroux, partisans d'une approche plus globale, il est difficile, surtout en longue période, d'envisager une croissance qui ne s'accompagnerait pas d'une modification structurelle. Pour d'autres, l'appellation reste indifférente "si ce n'est que le développement s'appliquerait aux pays sous développés et la croissance aux pays développés" (Encyclopédie Larousse). Ces divergences se manifestent dans un contexte où les notions de croissance et de développement continuent de se voir donner un contenu essentiellement économique et quantitatif, une croissance cumulative devant logiquement déboucher à terme sur le développement.

c) Dans la seconde moitié des années soixante, la vision dualiste, à laquelle n'échappe pas un courant marxiste qui caractérise les sociétés traditionnelles par des variantes du mode de production asiatique, est progressivement mise en question par le peu de réussite des politiques menées et l'endettement croissant du Tiers Monde.

Doit aussi être expliquée la montée d'un capitalisme multi-national qui bénéficie des rentes de situation que lui offrent des législations sociales embryonnaires, une main-d'oeuvre à bon marché et les conditions favorables que lui consentent des pays soucieux de se développer. S'y ajoutent les avantages découlant de la prédominance de relations bilatérales, d'aides liées et de marchés réservés pour les anciennes métropoles coloniales.

(*) Zarka (C), 1958 : de la distinction entre la croissance et le développement dans la littérature scientifique consacrée aux pays sous développés. Cahiers de l'ISEA, série F n° 12.

Byé (M), 1958 : le rôle du capital dans le développement économique Economie Appliquée, juillet-septembre n° 3.

Barre (R.), 1958 : le développement économique. Analyse et politique Cahiers de l'ISEA, série F n° 11.

Perroux (F), 1961 : Qu'est-ce que le développement ? in Revue Etudes, janvier et in "l'économie du XXème siècle". Paris, PUF 1969 p. 191.

"le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel global".

Sur l'ensemble de ce débat : Freyssinet (J.), 1966 : le concept du sous-développement. Paris, Mouton, p. 114.

L'analyse classique libérale cède ainsi peu à peu le pas à un courant d'explication marxiste dont les travaux débouchent sur une analyse en termes de domination et de dépendance. Il englobe les pays sous développés dans une vision d'ensemble du capitalisme et met l'accent sur l'exploitation grandissante résultant de la convergence de ses tendances impérialiste et monopoliste. Substituant au dualisme une approche globale, il s'appuie sur une interprétation historique en termes de système et de structures et met en cause le capitalisme dont l'avènement a engendré le développement comme le sous développement, deux faces d'une même médaille. Pour remédier au "pillage du Tiers Monde" ou au "développement du sous développement" (*), il est nécessaire de changer la structure même du système et non plus quelques variables, structures ou rôles secondaires comme dans les schémas classiques.

Cette interprétation, opposée dans ses conclusions comme dans ses prémisses à celle jusque là prévalente, connaît un retentissement d'autant plus grand que la première décennie du développement des Nations Unies se clôt sur un constat d'échec et que la politique suivie commence à être remise en cause non seulement par les pays du Tiers Monde mais par les puissances industrielles et les institutions internationales qui participent à l'effort de développement. C'est ainsi qu'en matière d'aide, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte en 1960 une motion recommandant aux pays riches de lui consacrer 1 % de leur revenu national. La proposition est reprise à la première Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) à Genève en 1964, puis à New Delhi en 1968 où le revenu national est remplacé par le produit national, soit une augmentation de 20 % environ (**).

Or, entre 1961 et 1969, l'aide officielle, exprimée en pourcentage du produit national brut (PNB) des 16 pays donateurs de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), passe de 0,50 % à 0,36 %. Son déclin s'accroît malgré l'expansion des pays riches, de moins en moins incités, selon les rapports officiels, à fournir une aide financière substantielle qui aboutit au gaspillage, à un emploi incompétent et à l'échec.

(*) Jalée (P), 1965 : le pillage du Tiers Monde. Paris, Maspéro

Frank (A.G) , 1970 : le développement du sous développement. Paris, Maspéro.

(**) Mende (T), 1975 : de l'aide à la recolonisation. Paris, Le Seuil collection "poche politique".

Parallèlement, les revenus des pays pauvres passent de 0,84 % à 0,73 % du PNB des pays de l'OCDE et les experts de la Banque mondiale, sous la présidence de Robert Mc Namara, constatent que les pays les moins favorisés sont ceux qui reçoivent le moins d'assistance et que dix d'entre eux n'ont rien reçu dans le passé, du fait notamment de leur incapacité à préparer des projets susceptibles d'être pris en considération.

Dans le même temps, la participation du Tiers Monde au commerce mondial baisse de 21,3 % à 17,6 % alors que la valeur des exportations mondiales de matières premières augmente de 37 % (63 % en incluant le pétrole) et celle des produits industriels de 155 %.

Les experts de la CNUCED estiment que les termes de l'échange des pays du Tiers Monde ont connu une dégradation de l'ordre de 7 % entre 1955 et 1970 et son ancien secrétaire général, Raul Prebisch, juge la décennie programmée par les Nations Unies comme celle de "la frustration et de la déception".

Cet écart croissant est mal supporté par les pays sous développés dont les doléances s'expriment avec vigueur lors des assises internationales des Etats non alignés ou celles de la CNUCED qui se tiennent périodiquement sous l'égide des Nations Unies (*).

(*) La Conférence de Bandoeng réunit en avril 1955, 24 pays d'Afrique et d'Asie à l'instigation des présidents Nehru, Chou en Lai, Nasser et Soekarno et marque l'émergence du Tiers Monde comme force politique autonome. Sa déclaration finale invite les pays sous-développés à imaginer des profils de développement et des choix de société différents de ceux proposés par les modèles européens. Elle conduit au sommet de Belgrade en septembre 1961 qui définit cinq critères d'appartenance au "club des non alignés" dont celui de suivre une politique d'indépendance fondée sur la coexistence pacifique entre les deux blocs (neutralisme positif). Une deuxième Conférence regroupe au Caire en octobre 1964 des participants de 44 Etats en majorité africains et met l'accent sur la nécessaire décolonisation économique qui doit prolonger l'indépendance politique. La troisième Conférence à Lusaka en Zambie en 1970 marque la radicalisation du mouvement qui décide de se doter de structures permanentes.

Faisant partie comme l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) des organismes créés par l'ONU dans le cadre de sa politique de décolonisation, la CNUCED, à la différence du Conseil économique et social de l'ONU et du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), regroupe une majorité de pays en voie de développement. La première CNUCED, réunie à Genève en 1964, débouche sur la constitution du "groupe des 77" (aujourd'hui 169) appelé aussi le "syndicat des pauvres" (Jacques Rabemanjara). La deuxième CNUCED, dont les conclusions restent lettre morte, se tient en 1968 à New Delhi après qu'une réunion préparatoire à Alger en 1967 ait adopté la charte des "droits économiques des pays en voie de développement". La troisième CNUCED à Santiago du Chili en 1972 est également précédée par une réunion préparatoire à Lima en 1971 qui exprime les doléances des pays prolétaires dans ce qui est devenu la "déclaration de Lima".

d) La deuxième décennie pour le développement instituée en 1970 s'attache davantage à l'aspect qualitatif de la croissance et du développement, à la réduction de la pauvreté et à une répartition plus équitable des revenus. Le Bureau International pour le Travail (BIT) met en place un programme mondial pour l'emploi et le groupe de la Banque mondiale décide de consacrer plus d'efforts à identifier les dimensions de la pauvreté et à définir le cadre institutionnel et les systèmes permettant de mieux la combattre. L'inspiration de cette politique reste Keynésienne (*) et son soubassement s'appuie toujours sur une identification de la croissance et du développement. Selon le point de vue officiel, une croissance rapide doit, par elle-même, introduire les réformes et les changements structurels susceptibles de réduire les inégalités économiques et les tensions politiques et de mener à bien un développement et un progrès considérés comme allant de pair avec la stabilité et le maintien de l'ordre établi.

Les théoriciens et experts de tendance radicale, au sein desquels prennent de plus en plus de place des hommes originaires du Tiers Monde, s'attachent, au contraire, à montrer qu'une croissance dépendante et extravertie est à la source d'inégalités cumulatives et qu'elle creuse le fossé entre les pays développés et ceux qui ne le sont pas et le sont de moins en moins par suite de désarticulations accrues.

Dans la mesure où il y a croissance, elle reste selon Samir Amin (**) une croissance sans développement qui ne supprime pas les structures dépendantes et ne transforme pas réellement les orientations héritées de l'époque coloniale. Loin de constituer un phénomène isolé, le sous développement apparaît de plus en plus associé au système capitaliste au fur et à mesure qu'il se mondialise. Le lien entre croissance et développement est disjoint et l'un et l'autre ne paraissent plus synonymes d'un progrès quantitatif mesuré à l'aune d'un modèle contesté.

(*) Participant aux travaux préparatoires des accords de Bretton-Woods, John Maynard Keynes a joué un rôle important dans la création de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD).

(**) Amin (S.), 1973 : Le développement inégal, essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique. Paris, éditions de Minuit.

Une croissance associée à la montée des inégalités est perçue comme une croissance sans progrès et, inversement, une redistribution plus équitable du produit global peut constituer un progrès indépendamment de la croissance de ce produit.

2) La remise en question d'un développement quantitatif, inégalitaire et extraverti conduit à proposer un modèle plus autonome et plus juste, adjoignant à sa dimension économique la prise en compte de facteurs sociaux et culturels propres à chaque pays.

- L'attention portée à une croissance et à un développement endogènes s'inscrit dans une perspective fort éloignée de celle qu'envisage Walt Whitman Rostow dans sa célèbre théorie du décollage publiée en 1956 par l'Economic Journal sous le titre de "Take off into Self-sustained Growth". A l'en croire, une fois que la croissance a commencé à se produire à la faveur d'une impulsion externe suffisante et que l'épargne interne dégagée par l'accroissement de revenu permet d'assurer l'investissement, le processus continue de se développer en circuit fermé et dans un système clos. Il est auto-amplifié et auto-entretenu, la colonisation, dépourvue de fondement économique, ayant pour objectif de combler un vide et la course aux colonies résultant d'une volonté de domination politique des grandes puissances (*).

A la même époque, d'autres économistes occidentaux transposent dans le Tiers Monde des modèles néo-classiques d'équilibre développés à un niveau d'abstraction supposé leur conférer une valeur universelle. Autonomie et dépendance, dans ce contexte, n'ont pas de connotation péjorative ou positive et une croissance intravertie ne se distingue d'une croissance extravertie que par une combinaison différente de facteurs de production. On peut même établir une typologie de la croissance selon son caractère dominant ou satellite, spontané ou dirigé, orienté vers l'intérieur ou l'extérieur et conclure qu'un pays peut avoir intérêt à accroître sa dépendance à l'égard d'un autre si cela lui permet d'augmenter son revenu réel (**).

(*) Rostow (W.W.), 1970 : les étapes de la croissance économique.
Paris, le Seuil, collection Points p. 169.

(**) Hoselitz (B.F.), 1960 : Sociological Aspects of Economic Growth.
New York, The Free Press.
(Traduction et adaptation française, Paris 1971, ISTR, collection
"Tendances actuelles" p. 38-55).

- L'exigence nouvelle d'une autonomie plus grande est inséparable d'une conception du développement qui se veut globale et refuse de réduire l'homme à sa dimension économique et de n'envisager la réalité d'un pays que de façon abstraite, statique et quantitative, à travers la croissance de son produit.

Elle vise à promouvoir une croissance qualifiée d'auto-générée, d'auto-propulsée, d'auto-centrée, d'auto-dynamique ou d'auto-entretenu selon l'aspect qui en est privilégié, l'accent donné au mot d'autonomie visant à contrebalancer une situation de dépendance qu'il s'agit de renverser ou de dépasser.

Elle repose sur le dynamisme d'agents considérés non plus comme des spectateurs ou des exécutants, mais comme des acteurs assumant leurs destinées avec les moyens qui sont à leur disposition, dans une optique qui est la leur et en tenant compte des contraintes qui s'imposent à eux.

- Cette optique se renforce au cours des années soixante dix lorsqu'à l'expansion des économies occidentales succède un état de crise qui débute sous forme d'inflation généralisée et, à partir de 1974, s'accroît avec la hausse du coût de l'énergie. La concurrence grandissante de pays du Tiers Monde qui accèdent au stade industriel et la stratégie des firmes multinationales au service d'un capitalisme en voie de mondialisation qui s'efforcent de s'adapter à une conjoncture changeante et à ce qu'on tend aujourd'hui à qualifier de seconde révolution industrielle depuis l'irruption de l'électronique dans le champ de la vie quotidienne, en aggravent les effets et les pays les plus défavorisés en subissent le plus sévèrement les contrecoups.

Est à la fois revendiqué un développement qui soit endogène et global, qui se manifeste à petite échelle aussi bien qu'à celle de la planète. Sur le plan international, cet objectif est mis en échec par la détérioration de la situation de la majorité des pays sous-développés. Leur sujétion croissante de l'aide et du capital des pays développés tend à estomper les clivages antérieurs à dominante idéologique au profit d'une opposition entre riches et

.../...

pauvres que résume le découpage géographique entre Nord et Sud (*).

Passant de la concertation à la revendication et à la dénonciation les porte-parole du Tiers Monde, lors de la troisième session de la CNUCED à Santiago du Chili en 1972, réclament une révision des rapports entre le Nord et le Sud et, face au désordre général, préconisent l'instauration d'un ordre économique international plus juste.

La quatrième Conférence des Etats non alignés qui réunit près de 90 pays à Alger en septembre 1973 tend elle aussi à substituer la distinction Nord/sud à celle des deux blocs Ouest/Est et met l'accent sur la nécessité pour les pays du Tiers Monde de définir une stratégie de développement qui leur soit propre (**).

- Le bilan de la seconde décennie du développement n'est guère plus concluant que le précédent. Les pays en voie de développement connaissent bien une croissance moyenne de leur produit national brut (PNB) de 5,3 % contre 3,1 % pour les pays industrialisés. Mais, si leur part dans la production industrielle mondiale s'élève de 7 % à 10 %, le service de leur dette publique et privée se voit multiplié par dix et passe de 9 à 90 milliards de \$.

Un laborieux texte de compromis inaugure en novembre 1980 la troisième décennie du développement et la présente comme un effort en direction d'un nouvel ordre économique international basé sur l'interdépendance du Nord et du Sud. Dans le cadre d'une stratégie qualifiée par certains commentateurs de catalogue de vœux pieux, le développement y est défini comme "un processus intégré concrétisant des objectifs aussi bien économiques que sociaux".

(*) se concrétise ainsi le pressentiment exprimé à l'Université de Columbia au début de 1970 par Robert Mc Namara : "The outlook for the Seventies is that the fault line along which shocks to world stability travel will shift from an East/West axis to a North/South axis, and the shocks themselves will be significantly less military and substantially more political, social and economic in character".
cf. John L. Maddux : The development Philosophy of Robert Mc Namara. Washington DC, June 1981, p. 13.

(**) Cette prise de position est liée au rapprochement Est/Ouest symbolisé par la rencontre Nixon-Brejnev qu'évoque le président Boumédiène dans son discours d'ouverture. Dans la mesure où il est posé en termes politiques plus qu'idéologiques, le problème du développement peut plus facilement faire l'objet d'une concertation et donner lieu à la fixation d'objectifs concrets.

Mais, comme l'atteste, quelque mois plus tard, le communiqué final du sommet des pays occidentaux à Ottawa, c'est une intégration plus complète des pays du Tiers Monde dans le système économique international en vigueur qui est recherchée plus que l'instauration de relations plus équilibrées entre partenaires inégaux (*).

On peut se demander si ce n'est pas vers une même intégration que s'orientent les partisans d'une micro-économie qui, sous le couvert d'un développement endogène à la base, centrent leurs analyses sur un individu abstrait, négligent les structures globales et continuent d'identifier le développement avec l'objectif d'une croissance quantitative.

3) C'est en se penchant sur la production à petite échelle dans le cadre du programme mondial pour l'emploi que les experts du Bureau International pour le Travail (BIT) donnent naissance à l'expression de secteur informel ou non structuré qui connaît une vogue croissante dans la seconde moitié des années 70. Elle s'applique à des activités de production, de distribution ou de services de taille modeste, souvent localisées en ville, gérées de façon empirique et échappant à la réglementation en vigueur. Indissociable d'un contexte de crise qui incite à réorienter la production et à réévaluer le développement dans le sens d'une autosuffisance et d'une introversion plus grandes, l'attention portée à ces activités est nouvelle et leur qualification d'informelles ou de non structurées témoigne de leur méconnaissance et du fait qu'elles échappent aux institutions, structures et règles officielles (**).

D'abord axée sur le continent africain, leur analyse est progressivement transposée du Tiers Monde dans les pays occidentaux où, pour des raisons analogues liées à la crise, au chômage et à un capitalisme en voie de

(*) cf "Le Monde" du 21 octobre 1981.

(**) cf. Blanchet (G.), 1980 : réflexions sur la notion de secteur non structuré et son application dans les pays en voie de développement. Paris, Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. XVII, n° 1-2, p. 13-18.

restructuration et de mondialisation (*), elles se développent et font l'objet d'une prise de conscience plus grande. Les termes d'économie cachée, clandestine, immergée, invisible, parallèle, souterraine ou de travail noir, qui servent à les qualifier, ne désignent pas seulement le travail domestique, le troc ou le bénévolat mais l'ensemble des petites activités qui s'intercalent entre l'espace marchand et l'espace non marchand et qui, bien que monétarisées, échappent à l'économie de marché officielle comme au contrôle de l'Etat.

Dans les pays industrialisés où le formalisme est de règle, cette économie dite informelle tend à être considérée comme une pratique déloyale et répréhensible même si, dans une interprétation radicale autogestionnaire de gauche, on admet qu'elle puisse apporter un élément d'autonomie, de dynamisme et de créativité utile et si, dans une interprétation néo-libérale de droite, on tend à penser, qu'en introduisant un élément de liberté et de flexibilité dans un corset de contraintes administratives et étatiques, elle puisse jouer un rôle de régulation ou de tampon face à la crise. (1)

Dans les pays sous développés où la frontière entre formel et informel est moins rigide et la notion de marché plus floue, elle est envisagée sous un jour différent, qu'on l'aborde comme un facteur de progrès ou comme une verrue sur son chemin.

Les schémas d'explication classiques la considèrent comme un facteur d'emplois et de revenus supplémentaires ou comme une étape de transition essentielle dans le processus de développement qui doit faire l'objet de mesures d'encouragement. (2)

A l'inverse, s'appuyant sur le fait que dans les pays non industrialisés comme dans ceux qui le sont, elle englobe les secteurs les plus modernes de la production, une approche radicale systémique la met en relation avec le mode de production capitaliste dominant. Elle y voit un succédané de

(*) Au cours des vingt dernières années, les échanges se sont développés beaucoup plus vite que la production mondiale. Leur volume a doublé de 1960 à 1980 et une étude récente du Fonds Monétaire International (FMI) indique qu'une augmentation de 1 % du PiB réel des pays industriels s'accompagne d'une augmentation de 0,2 à 0,3 % du PiB réel des pays en développement non pétroliers, cette relation tendant à devenir de plus en plus étroite et réciproque.
cf. "Finances et Développement" décembre 1983. Vol. 20, n° 4, p. 16.

ce système se traduisant par une surexploitation et "un mode éclaté de prélèvement de la plus value" (Jean Loup Amselle) conduisant à un processus de subordination et de conservation-dissolution de l'artisanat (Claude de Miras) (*).

Les scénarios ébauchés pour l'avenir découlent de ces représentations. Pour les marxistes soucieux d'une approche globale des problèmes, la mondialisation de l'économie et la révolution industrielle qu'annonce l'avènement de la bureautique, de la robotique ou de la bio-technologie sont le signe d'une stratégie de rechange du capitalisme qui ne peut conduire qu'à l'aggravation de l'exploitation existante et à une extension du secteur informel de l'économie en même temps qu'à une détérioration de la situation le caractérisant : développement de la pauvreté, des inégalités et régression sociale accrue.

Pour les néo-conservateurs et les néo-libéraux mettant l'accent sur l'individu et la micro-économie, le développement du secteur informel apparaît comme un amortisseur et comme un moyen de dépasser une crise, considérée pour une large part comme celle de l'Etat-providence, grâce au regain d'intérêt porté à un travail devenu moins aliénant par des individus plus autonomes et plus responsables. Mais cette autonomie suppose que, contrairement à la tendance actuelle, le travail ne soit plus considéré seulement comme une marchandise et implique une transformation profonde de la société qui ne saurait, sans illusion, être du seul ressort d'un Etat dont, par ailleurs, on s'ingénie à vouloir réduire le rôle. (3)

Face au défi que pose un changement technologique accéléré, des spécialistes des problèmes de planification comme J. Amado et Christian Stoffaes

(*) Amselle (J.L.), 1980 : économie souterraine, économie sans mystère. *Le Monde Diplomatique*, décembre, page 2.

de Miras (C.), 1980 : le secteur de subsistance dans les branches de production à Abidjan. *Revue Tiers Monde*, tome XXI, n° 82, avril-juin, p. 353-373.

proposent le concept d'une socio-économie duale qu'ils définissent comme "celui d'une société divisée volontairement en deux grands ensembles d'activités et d'individus complémentaires et différents..." (*).

Cette éventualité est envisagée d'un oeil critique par Ignacy Sachs qui se pose la question de savoir si on verra "apparaître une socio-économie duale d'apartheid, caractérisée par l'existence d'un secteur dynamique de plus en plus productif et d'un secteur dépotoir des laissés pour compte, retrouvant au bout d'une évolution industrielle accélérée, les structures d'une économie sous développée" (**)

On peut voir dans ce découpage un nouvel avatar d'un dualisme simplificateur qui, loin de remettre en cause le modèle occidental de développement, s'oriente vers sa généralisation et sa mondialisation à travers une division du travail plus poussée et une extension de la logique de la marchandise à ce qui échappe encore aux lois du marché. L'objectif est toujours de remédier à la crise et de réamorcer la pompe d'une croissance matérielle dont la finalité rationnelle n'est pas plus mise en question que sa capacité à résoudre les problèmes du développement.

(*) "... D'une part, un sous-ensemble adapté aux technologies nouvelles, intégré à l'espace mondial, fait d'hommes modernes, aptes à manier l'informatique et les techniques de pointe, ainsi que les langues étrangères, passant une partie de leur vie à l'étranger. D'autre part, un sous-ensemble incarnant l'héritage de nos traditions culturelles, constitué d'organisations isolées de la concurrence internationale, faisant pénétrer plus lentement les technologies modernes, d'institutions de redistribution, d'hommes moins mobiles, d'un revenu moindre mais d'un mode de vie plus convivial et plus classique. Il s'agit en d'autres termes d'étaler le choc du changement technologique en fonction des capacités d'absorption de la société ...".

cf Amado (J.) et Stoffaes (J.C.), 1980 : vers une socio-économie duale in Danzin (A.), Boubilil (A.) et Lagarde (J.), 1980 : la société française de technologie. Paris, La Documentation Française, Commissariat général du Plan, p. 137-151.

(**) Sachs (I.), 1980 : L'autre moitié : l'économie cachée du secteur domestique et des marchés parallèles.
In problèmes politiques et sociaux n° 400 - 24 octobre - La Documentation française, p. 30.

Ce détour théorique montre que les vocables d'autonome ou auto-centré, informel ou non structuré tendent à être les porte-drapeaux d'une stratégie qui se veut plus adaptée et plus efficace mais que leur emploi, loin d'être neutre et fonctionnel, a de fortes résonances idéologiques et se trouve lié à une représentation du développement qui glisse peu à peu des modalités de sa mise en oeuvre à une interrogation plus fondamentale sur son fondement et sa finalité.

Il montre que depuis une quarantaine d'années les idées en ce domaine ont considérablement évolué, mais que leur arrière-plan est toujours encombré par les mêmes présupposés qui opposent les spécialistes des sciences sociales dans leur vision de la société et de son devenir.

Sans préjuger de l'importance et de la pertinence des questions soulevées, il convient de concilier le plan des idées avec une réalité tangible qui ne se laisse pas enfermer dans l'alternative belliqueuse qu'en proposent deux systèmes idéologiques réducteurs. Concrètement, il est difficile d'opposer de manière systématique le secteur formel, d'une économie à son secteur informel, le caractère autonome ou auto-centré d'une croissance à son caractère dépendant ou hétérocentré et la tendance extravertie d'un développement à sa tendance introvertie. Il est également aléatoire de doter d'un a-priori positif ou négatif telle ou telle orientation qui semble aujourd'hui prédominante.

Dans un numéro spécial de la revue Tiers Monde consacrée au "secteur informel et à la petite production marchande dans les villes du Tiers Monde", Philippe Hugon remarque que dans les pays sous développés coexistent avec les structures capitalistes dominantes des structures co-capitalistes qui ont un caractère moderne et non traditionnel et ne s'expliquent ni par elles-mêmes ni par référence exclusive à une dynamique extérieure contraignante. Parallèlement à l'existence simultanée d'activités domestiques, communautaires ou marchandes, "il y a moins deux pôles formel et informel que continuum qui va des unités les moins capitalistes jusqu'aux firmes monopolistiques" (*).

(*) Hugon (P.), 1980 : Les petites activités marchandes dans les espaces urbains africains (essai de typologie).
In revue Tiers Monde, tome XXI, n° 82, avril-juin, p. 406.

Au delà du dualisme, "la réalité du sous-développement est celle de la coexistence et des liens organiques entre des technologies, des formes de production et des modes de consommation hétérogènes" (*).

Une analyse centrée sur cette interdépendance et cette interaction mutuelle peut, sur le plan pratique, faciliter la prise de décisions qui, en dernière instance, sont moins techniques que politiques et découlent moins de critères scientifiques que de réalités contraignantes et du système de valeurs en place.

Dans ce contexte, un développement privilégiant la demande domestique et la conquête du marché intérieur n'a pas de raisons de s'identifier à un repli autarcique, illusoire au stade actuel de mondialisation des échanges ; il n'est pas antinomique avec une croissance induite par des échanges extérieurs diversifiés et mieux équilibrés dans le but de réduire une dépendance qui ne s'exerce pas au ras du sol.

Papeete, Mars 1984

Gilles BLANCHET

(*) Hugon (P.), 1983 : pression démographique, "secteur informel" et choix technologiques dans les pays du Tiers Monde.
In revue Tiers Monde, tome XXIV, n° 94, p. 405.

A D D E N D U M

BIBLIOGRAPHIE

- Page 2 : BARAN (P.A.), 1957.- The Political Economy of Growth
New-York, Monthly Review Press.
PERROUX (F.), 1962.- L'économie des jeunes nations
Paris, P.U.F.
- Page 3 : GRANGER (G.G.), 1955.- Méthodologie économique.
Paris, P.U.F.
PERROUX (F.), 1955.- La notion de pôle de croissance.
Economie Appliquée, n° 1-2.
DESTANNE de BERNIS (G.), 1966.- Industries industrialisantes
et contenu d'une politique d'intégration régionale.
Economie Appliquée, tome XIX, n° 3-4.
- Page 12 : (1) KLATZMANN (R.), 1982.- Le travail noir.
Paris, P.U.F., Que Sais-je ?
(2) PENOUIL (M.), 1978.- Préface à l'ouvrage de SCHAUDEL (S.)
et METTELIN (P.).- Les activités de transition et le secteur
informel à Abidjan.
Bordeaux, C.E.A.N./I.E.P.
- Page 13 : (3) SCHUMACHER (E.F.), 1979.- Une société à la mesure de
l'homme : Small is Beautiful.
Paris, le Seuil.
ILLICH (I.), 1981.- Le travail fantôme.
Paris, le Seuil.
ROSANVALLON (P.), 1980.- Le développement de l'économie souter-
raine et l'avenir des sociétés industrielles.
Paris, Gallimard, Revue le Débat, juin n° 2.